

## **Communiqué du Front de Gauche**

Avec l'annonce de la modulation des allocations familiales en fonction des revenus, le gouvernement Hollande-Valls porte un nouveau coup à la protection sociale.

### **Le comble est qu'il prétend le faire au nom de la justice sociale !**

C'est tout le contraire : les allocations familiales ne sont pas une "aide sociale", mais bien une partie socialisée du salaire.

L'universalisme n'est pas un principe abstrait : c'est la condition même pour que les prestations soient des droits pour tous-tes, et non une aumône consentie à des "assistée-es".

Avec la modulation, ceux qui financent ne seront plus principalement les bénéficiaires des allocations. Les premiers ( les ménages imposables sur le revenu, puisque les entreprises ont déjà été largement exonérées) seront d'autant plus attentifs aux sirènes du "ras-le-bol fiscal".

**L'exemple des Etats-Unis** nous montre la suite : stigmatisation des allocataires, perte de légitimité du système aux yeux du plus grand nombre, diminution des recettes, et finalement réduction des allocations à un filet de sécurité.

### **Les droits des pauvres sont de pauvres droits !**

Qui peut croire que les quelques dizaines de millions d'euros ainsi grappillés seront redistribués aux plus bas revenus, quand des dizaines de milliards ont été donnés sans contrepartie au patronat dans le cadre du Pacte de responsabilité ?

Une vraie politique familiale de gauche supposerait non seulement la garantie de l'universalité des allocations, mais une extension de la gratuité : service public de la petite enfance, cantines, fourniture scolaires... Voilà qui serait vraiment redistributif !

Le 23 octobre 2014.